

plus tard il changea de conviction, c'est qu'il est patriote avant tout; il fait passer le bonheur de la patrie avant l'entêtement dans des opinions basées uniquement sur des théories. Ses opinions se seraient modifiées plus tôt, s'il s'était donné la peine d'étudier ses compatriotes dans leur histoire passée et dans leur histoire présente; mais, on le voit toujours, aux préoccupations politiques, aux fatigues du pouvoir, il préfère les plaisirs de sa campagne et le calme du simple citoyen. En 1834, il ne songe qu'aux élections: ... « On ne doit travailler en rien, disait-il dans une lettre datée du 10 septembre, autant qu'à former une bonne représentation nationale, pour que la nation se régénère et parvienne à cette félicité dont la réalité se fait attendre plus de temps qu'il n'est juste. » Cette bonne représentation était-elle possible dans un pays sans passé politique et dont les traditions étaient celles de la monarchie absolue? Les événements répondront pour moi. Aussitôt le congrès installé à la fin de 1834, Santa-Anna, trouvant les élections satisfaisantes et le pays tranquille, pensa de nouveau à retourner à Manga-de-Clavo! Il se trouvait mal assis dans son fauteuil présidentiel; il regrettait déjà son hamac des terres-chaudes, qu'il venait à peine de quitter.

## RÉPUBLIQUE CENTRALE

1835-1841

Au mois de janvier 1835, le président Santa-Anna présenta sa démission pour rentrer dans la vie privée; le congrès ne l'accepta pas, mais il consentit à lui donner un congé. Le général Miguel Barragan fut choisi pour remplacer provisoirement Santa-Anna à la présidence. Au mois de février de l'année suivante, il mourut, et le congrès installa à sa place l'avocat José Justo Corro, qui gouverna, par interim, jusqu'au mois d'avril 1837. Les ministres de ces deux présidents intérimaires furent D. José Maria Gutierrez de Estrada et D. Manuel Diaz de Bonilla, aux affaires étrangères; D. Mariano Blanco et D. José Corro, à la justice; D. Vicente Segura, D. Antonio Vellejo et D. Rafael Manjino eurent le portefeuille des finances, et le général José Maria Tornel reçut celui de la guerre. Ce Tornel disait des frères Velasquez de Leon, qu'il plaça plus tard au ministère, malgré leur peu d'intelligence: — « Des deux, je n'ai jamais pu faire un homme. »

Au commencement de l'année 1835, il y eut dans le sud

quelques manifestations regrettables contre les étrangers qui, pourtant, étaient encore en très petit nombre au Mexique. « Je viens d'apprendre, écrivait le président, le 7 février, à l'un de mes amis, qu'il s'est allumé une nouvelle révolution dans le sud, touchant un ressort qui avait été respecté jusqu'aujourd'hui, pour ne pas nous discréditer devant les nations étrangères; mais le génie du mal, qui ne respecte rien et qui espère tout du désordre, profitera de cette occasion pour attirer l'antipathie qu'on remarque contre les étrangers parmi notre population peu instruite, pour connaître la vraie origine de ses malheurs... — Miguel Barragan. » — Il eût mieux valu empêcher le génie du mal de s'ébattre à son aise que de fermer les yeux lorsqu'il troublait le repos public. Le général Cortazar y voyait plus clair. Voici sur ce même sujet une lettre qui mérite d'être connue :

« Celaya, 8 février 1835. — ..... Je n'ai rien lu contre les étrangers que ce qu'a rapporté le télégraphe, le 2 de ce mois... La pauvreté, l'ignorance et l'excessive immoralité doivent donner de tels résultats. Espagnols, religion, étrangers, sont des prétextes recherchés pour faire des révolutions, et nous ne verrons pas le fruit de la douloureuse expérience qu'on en retirera. On marche sans connaître les principes que l'on proclame; tous croient avoir le droit de faire des lois. Ceux qui font les révolutions n'ont aucune instruction et s'inquiètent fort peu d'étudier dans le grand livre du monde; ils ignorent ce qu'ils sont; ils cherchent seulement à sauver le jour, en satisfaisant la multitude de nécessités qu'ils se créent, et tout cela ne fait que précipiter plus tôt dans l'abîme. De là vient la rapide succession des partis dans le triomphe, et, ne voyant aucun remède à tous ces maux, je m'en afflige en vain et cherche à me retirer dans un coin... — Luis Cortazar. »

Cette lettre prophétique, stéréotype en peu de lignes la situation morale et politique du pays. Huit jours après, Cortazar devient encore plus explicite et présage ce qui devait arriver... « Si le congrès, dit-il, dans une lettre du 16 fé-

vrier, proclamait aujourd'hui des mesures imprudentes, alarmantes pour le peuple, les anarchistes feraient sentir leurs féroces tendances et nous précipiteraient dans une révolution barbare... Tout le matériel du feu révolutionnaire provient de la constitution : celle-ci n'a pas su concilier les intérêts d'un clergé organisé sous une monarchie absolue et fanatique qui ne saurait servir une république calquée sur celle du nord, — les États-Unis, — de sorte que ce corps privilégié se heurtera toujours contre le pouvoir exécutif... Que Dieu nous protège dans le mauvais chemin que nous sommes obligés de suivre... — Luis Cortazar. »

Tous les Mexicains honnêtes et sensés connaissaient le mal, mais aucun n'était assez fort pour imposer le remède ou assez patriote pour l'accepter. « La mauvaise étoile de la république qui ne laisse pas asseoir la paix, disait le président Barragan, rend illusoires les espérances, et inutiles les efforts du gouvernement pour établir un système de finances. » Les finances ont toujours été le seul objectif des gouvernements mexicains; mais, comment le simple bon sens ne leur faisait-il pas comprendre que les finances sont le résultat de l'ordre, de l'économie et d'une bonne administration, que l'ordre est le résultat de la moralité du peuple et que la moralité ne s'acquiert que par la pratique des vertus civiques. Les démocrates comme les conservateurs ont-ils jamais connu ces vertus? les ont-ils jamais pratiquées de 1821 à 1867? Tous ont trouvé leur châtiment dans leur propre égoïsme, et je commence à douter que ce demi-siècle d'amères leçons leur soit jamais profitable.

Dans le mémoire lu aux Chambres, par M. Gutierrez de Estrada, au mois de mars 1835, sur la situation intérieure et extérieure du Mexique, je trouve des renseignements et des projets de loi qui ne peuvent être tenus sous silence. M. Gutierrez passe d'abord la revue des puissances avec lesquelles le Mexique est en relations, et montre l'excellence des rapports de la république avec les deux continents. Il y avait bien de la part du ministre anglais des réclamations

faites pour les sommes considérables prises en 1833, par le général Arista à la « Compagnie unie mexicaine » de Guana-juato; mais le gouvernement *espérait* que les Chambres ne feraient pas droit aux réclamations anglaises. Voici quelques-unes des raisons de M. Gutierrez pour engager les Chambres à ne pas accorder d'indemnité aux étrangers volés pendant les révolutions... « Il est également digne d'observer que le même état de choses qui occasionne ces désastres procure aussi de très grands profits à ceux qui risquent leurs capitaux; enfin on doit songer que les indemnités deviendraient tellement grandes qu'aucun trésor ne suffirait à les payer. Dans la révolution tous souffrent, tous voient leurs propriétés détruites, et si l'on accorde des indemnités aux marchands étrangers, aux sujets des autres nations, on devrait aussi en accorder aux sujets de la république, parce que la justice doit être égale, et dans ce cas, elle pencherait autant pour les uns que pour les autres ». — Le ministre termine son rapport sur les affaires étrangères en annonçant que la reine Christine allait reconnaître l'indépendance du Mexique et qu'on était en train de négocier un traité de commerce et d'amitié avec l'Espagne.

Sur la situation intérieure, M. Gutierrez fait un rapide historique des principes qui ont amené la dernière révolution, il critique les actes du dernier congrès et ceux du président déchu... « A la tyrannie civile, dit-il, s'unit bientôt la tyrannie religieuse. La loi sur les cures qui arrachait les pasteurs de leurs églises et fit aller errants nos vénérables évêques, fatigua enfin la patience des peuples, et l'on vit, dès lors, les premiers symptômes de résistance à l'oppression qu'on ne pouvait plus tolérer ». Avant de passer à l'exposé des différentes branches de l'administration, M. Gutierrez malmène assez vertement la constitution de 1824, et surtout le droit de pétition, exercé par toute autre voie que celle des députés. Il propose ensuite une loi en vingt-deux articles, que l'on pourrait appeler — loi contre les étrangers. — et qui révèle toute l'antipathie que ce ministre n'a

cessé de leur témoigner. Ces idées peu libérales, mais essentiellement mexicaines, n'ont pas mis M. Gutierrez à l'abri des accusations de manque de patriotisme que lui ont adressées ses concitoyens; pour s'assurer de son civisme, ils n'avaient qu'à se rappeler le projet de loi du 24 mars 1835 qu'il présenta aux Chambres.

Dans l'article 14 de ce projet, il demande l'expulsion du territoire de tout étranger qui ne se sera pas fait naturaliser six mois après son arrivée au Mexique. L'article 15 n'accorde les amnisties et les pardons pour délits politiques qu'aux étrangers naturalisés; les autres sont sujets à toutes les rigueurs des lois mexicaines, mais non à leurs bénéfiques. L'article 16 leur refuse tout droit à des indemnités pour dommages soufferts pendant la révolution. L'article 17 les déclare sujets à toutes les contributions que paient les Mexicains. M. Gutierrez présenta pourtant deux autres projets de loi qui lui font honneur : — celui de la franchise de taxe de tous les journaux étrangers et mexicains, et celui pour l'augmentation des fonds de la Banque de secours, Banco de avio.

Les fonds de cette Banque avaient été supprimés le 1<sup>er</sup> mars 1833, à cause de la pénurie du trésor. M. Gutierrez non seulement les rétablit, mais les augmenta, pour développer l'industrie cotonnière du Mexique. Ce projet, aussi louable que patriotique, appliqué sérieusement, aurait eu de beaux résultats, si les intérêts privés n'avaient pas dominé les intérêts généraux. Alaman, on se le rappelle, avait créé la Banco de avio pour créer l'industrie des tissus au Mexique, et, pour favoriser sa création, il avait promulgué des lois prohibitives ou restrictives sur l'importation des matières premières et des cotons tissés; il s'était surtout occupé d'empêcher la contrebande. Malheureusement, la contrebande enrichissait trop de monde; les gouvernements qui se succédèrent depuis le plan de Zavaleta, fermèrent les yeux, moyennant finances, ou ne purent pas l'empêcher. Le petit port de Tuxpam devint le dépôt de ce commerce

interlope; il jetait sur le littoral des milliers de ballots de coton, venus de la Nouvelle-Orléans; des mulletiers apostés enlevaient pendant la nuit les ballots et les introduisaient dans l'intérieur. Les filatures nationales furent bientôt en détresse, et la banqueroute de la plupart des industriels d'Orizaba à Mexico répandit partout le découragement et le désarroi. M. Alaman lui-même dut fermer sa filature d'Orizaba et son déficit s'éleva à sept millions de francs.

Le 31 mars 1835, c'est à dire sept jours après avoir entendu le rapport de M. Gutierrez de Estrada, sur la situation extérieure et intérieure du pays, le congrès général décréta que la milice locale serait réduite à un individu sur cinq cents habitants; en outre, elle devait être organisée et distribuée pour le service de la nation, selon la volonté du gouvernement suprême. En transmettant ce décret dans les différents districts, on avait ordonné de recueillir toutes les armes excédantes et de les mettre à la disposition du gouvernement, qui s'engageait à en indemniser les propriétaires. Les assemblées des États, — la plupart du moins, — crurent voir dans cette mesure l'intention de désarmer les citoyens et de leur ôter tous moyens de résistance; ils la considérèrent également comme une atteinte blessante portée à leur autorité. L'État de Zacatecas, en particulier, avait pris quelques jours auparavant une décision contraire, en autorisant le gouverneur à faire usage de la milice locale pour combattre toute agression de quelque côté qu'elle vint, et disposer, à cet effet, des fonds publics.

Se basant sur ce décret, le gouverneur Cosío adressa aux autorités de Zacatecas une circulaire pour les informer qu'il s'opposerait par la force à toutes les tentatives qui auraient pour but de soutenir la loi réformatrice du congrès souverain. Le gouvernement central s'efforça d'atténuer ces dispositions hostiles en déclarant qu'il n'entendait porter aucune atteinte aux droits des États; mais, que le pouvoir ne pouvant uniquement s'appuyer sur ces masses armées dont l'organisation défectueuse troublait constamment la tranquillité publi-

que, il devait les régulariser. Zacatecas continuant ses actes hostiles, l'ordre fut donné au général Cortazar de partir, et un détachement de trois cents hommes, tirés de S. Luis Potosi, prit position au point de la Parada. Alors, le gouverneur Cosío expédia une dépêche au président intérimaire pour lui faire connaître qu'un semblable procédé attaquant l'indépendance de l'État, il se voyait dans l'obligation de repousser la force par la force. Barragan répondit que le gouvernement suprême était résolu à faire respecter la loi du congrès général. Les hostilités commencèrent.

L'insurrection de Zacatecas trouva de l'écho dans le sud, car je vois Santa-Anna dire dans une lettre datée du 3 avril 1835 : — « Alvarez a levé l'étendard de la rébellion, croyant se superposer au vote de la nation; il sera bientôt puni, et celle-ci vengée des outrages que lui inflige ce cosaque ingrat. » Mais il ne paraît pas qu'on se soit occupé de châtier ce rebelle; la révolution de Zacatecas appelait plus directement l'attention du gouvernement. Barragan pria son ami Santa-Anna de se mettre à la tête des troupes, et de partir pour Zacatecas. Santa-Anna se rendit à cet appel, avec trois mille vétérans, et le général Woll pour chef d'état-major. Arrivé à Posillos, il intima l'ordre à Cosío de se rendre, et lui donna huit jours pour délibérer. Sur son refus, les deux armées se disposèrent au combat. La milice de Zacatecas, forte de onze mille hommes bien armés et protégés par dix pièces d'artillerie vint se mettre en ligne de bataille dans la plaine de Guadalupe, adossée à la ville. Santa-Anna arriva pendant la nuit et donna l'ordre au général Woll d'aller reconnaître Guadalupe. Il était quatre heures du matin : Woll part, suivi de son ordonnance, passe derrière l'armée, entre dans la place, rencontre le capitaine Romanco, aide de camp du général Garcia, le fait prisonnier et retourne au quartier général. Tout cela ne se fit pas sans bruit; les sentinelles tirent sur Woll, les coups de feu éveillent l'ennemi; Santa-Anna n'attend pas que la milice vienne attaquer sa petite armée, et donne le signal du combat. Après une ba-

taille sanglante qui dura deux heures, Santa-Anna remporta la victoire, força cent cinquante officiers et deux mille cinq cents soldats à se rendre et s'empara de presque toute l'artillerie. Il envoya de suite le général Woll avec cinquante lanciers à Zacatecas, et le fit suivre de près par le bataillon du colonel Paredès. Woll enlève l'une après l'autre les fortifications de la Cañada; arrivé sur la place de Zacatecas, au milieu d'un feu meurtrier, il commande aux troupes ennemies qui garnissaient les redoutes et les terrasses des maisons de cesser le feu; elles hésitent, mais en voyant déboucher le bataillon de Paredès, elles obéissent et l'insurrection est vaincue.

Santa-Anna revint à Mexico, et fut reçu, par la population comme par le gouvernement, avec toute la distinction qu'il méritait. La révolte de Zacatecas était à peine réprimée que la municipalité d'Orizaba se déclara subitement pour le centralisme, demandant que le président abolît les institutions fédérales, et déclarât la république une et indivisible. Cette manifestation fut soutenue quelques jours après, par la ville de Toluca et sa garnison. Les esprits étaient si disposés en faveur de cette forme du gouvernement, qu'en un instant les États d'Oajaca, Queretaro, S. Luis Potosi, Zacatecas, Durango et la ville de Guadalupe-Hidalgo adoptèrent la cause d'Orizaba. Dans ce conflit, le conseil du gouvernement convoqua le congrès général pour s'occuper de ces manifestations publiques qui voulaient changer le système fédératif. Après une longue discussion, les chambres déclarèrent avoir des facultés suffisantes pour accéder aux vœux de tous les États cités, et elles s'occupèrent des lois organiques qui devaient servir de base au nouveau système administratif.

Le travail n'était pas encore terminé que l'État du Texas s'insurgeait. Mais avant de parler de la guerre du Texas, en 1836, je dois raconter les événements qui la rendirent inévitable.

On se rappelle qu'en 1803, le gouvernement de Washington, désirant posséder les deux rives du Mississippi, acheta

la Louisiane à la France. A peine fut-il en possession de ce vaste territoire, qu'il suscita des querelles à l'Espagne, sous prétexte que ses frontières naturelles arrivaient jusqu'au Rio-Grande. De là, s'ensuivirent des conflits et des réclamations qui durèrent jusqu'en 1819, époque à laquelle les États-Unis et l'Espagne conclurent un traité pour régler définitivement les limites des deux États. Par ce traité, la frontière commençait à l'embouchure du Rio Sabinas, s'étendait jusqu'au 32° de latitude nord, puis remontait en ligne droite la rivière Rouge jusqu'au 100° de longitude ouest, méridien de Greenwich. De la sorte, les États-Unis entraient en possession des riches contrées, appelées alors: « Floride orientale et Floride occidentale. » Pendant cette même année de 1819, des Américains commandés par le général Long pénétrèrent au Texas et voulurent s'emparer de Nacogdochès; ils furent repoussés par les Mexicains, mais, dès ce moment, le Mexique n'eut plus de repos du côté du Texas.

Le cinquième article du traité de 1819 stipulait que les habitants des territoires cédés, à l'est et au nord de la ligne de démarcation, pourraient s'établir, quand ils le voudraient, en deçà des frontières espagnoles. Cette clause engagea le nommé Moïse Austin à demander, par l'entremise du général Maria Martinez, gouverneur de Bejar, au gouverneur de la province, D. Joaquin Arredondo, l'autorisation de s'établir au Texas avec trois cents familles de colons. L'autorisation fut accordée et les terrains concédés, sous la condition que les colons seraient de la Louisiane, catholiques, et jureraient fidélité au roi et aux lois. Ces formalités remplies, les titres de concession furent accordés le 17 janvier 1821. Le 10 juin de cette même année, Austin mourut et son fils Étienne hérita du privilège. Les changements politiques survenus à Mexico l'obligèrent à se rendre dans la capitale pour faire confirmer les titres obtenus sous le gouvernement espagnol, enfin, le 14 janvier 1823, ses concessions furent légalisées, puis confirmées le 14 avril, après la chute de l'empire, et Étienne Austin put revenir au Texas.

La république mexicaine ayant adopté le système fédéral, le Texas devint partie intégrante du Cohahuila; en vertu de ses droits, la législature de cet État accorda de nouvelles concessions de terrains à Austin pour l'introduction de huit cents familles. A ces donations s'en ajoutèrent d'autres, de sorte qu'en très peu de temps huit mille familles américaines, appartenant à toutes les religions et à toutes les classes de la société, envahirent le Texas. Une loi mexicaine accordait pendant sept ans une franchise de tout impôt aux colons texiens; aussi, de l'Europe comme des États-Unis, accoururent bientôt des milliers d'aventuriers qui, ne voulant pas se livrer au travail de l'agriculture, cherchaient fortune en faisant la contrebande avec les provinces des frontières.

Telle était la situation du Texas, lorsque le général Mier y Teran fut nommé par le président Victoria, chef de la commission qui devait réviser, avec les États-Unis, et sur leur demande, le traité de 1819. Dès son arrivée à San-Antonio de Bejar, le général Teran put se rendre compte du formidable ennemi, introduit par le Mexique même sur son propre territoire. Peu de mois après la promulgation de la loi du 21 mars 1826, qui régularisait les compagnies présidiales, deux Américains, Hayden Edwards et John Hunter, projetèrent l'indépendance du Texas, sous le nom de: « République de Fredonia, » d'accord avec deux chefs des Cherokees. Ce projet ne favorisait pas les vues d'Étienne Austin; aussi, s'empressa-t-il de dévoiler ce complot au commandant D. Mateo Ahumada qui se mit immédiatement en route pour attaquer les Américains. Ceux-ci ne l'attendirent pas; ils tuèrent Hunter et se dispersèrent aux États-Unis. Ainsi finit cette échauffourée; mais les dangers créés par la prodigalité des concessions et des privilèges devenaient de plus en plus inquiétants.

Alaman crut pouvoir, d'un trait de plume, remédier au mal. Par la loi du 6 avril 1830, il prohiba la colonisation étrangère et l'entrée des étrangers dans les États limitro-

phes, et décréta l'organisation des douanes maritimes et territoriales. Le général Mier y Teran fut chargé d'aller, au Texas, faire exécuter les ordres du gouvernement. Ces mesures exaspérèrent les colons qui, jusqu'alors, avaient vécu et prospéré, grâce aux lois libérales qui les régissaient depuis 1824. Une série non interrompue d'émeutes locales suivit l'entrée de Teran au Texas. L'insubordination et l'animosité des Texiens contre le gouvernement de Mexico se développèrent avec rapidité sur tout le territoire. Un nommé John Austin parcourut le pays pour engager les habitants à proclamer l'indépendance du Texas; chaque jour il arrivait de la Nouvelle-Orléans des goëlettes chargées d'armes et de munitions; les Mexicains furent attaqués dans les districts d'Anahuac et de Nacogdochès; à la fin de l'année 1831, les Américains avaient même établi un gouvernement provisoire à Brazoria. Cet état de choses dura jusqu'en 1835, époque à laquelle les aventuriers venus des États-Unis prirent les armes pour déclarer l'indépendance du Texas. Commandés par Samuel Houston, nommé président de la future république, ils s'emparèrent de San Antonio de Bejar le 11 décembre; le général D. Martin Cos qui défendait la ville dut capituler et se retirer à Laredo, près du Rio-Grande.

A cette nouvelle, le président par intérim eut encore recours à Santa-Anna; il fit appel à son patriotisme pour reconquérir le Texas et le chargea de tous les détails de cette expédition. Voici, d'après les documents officiels, inédits pour la plupart, et les correspondances privées des généraux mexicains, l'historique de cette campagne. En ce moment, le pays avait un grand besoin de calme pour songer à sa transformation politique, et rediger sa nouvelle constitution; ses finances étaient dans le plus déplorable état, ce qui, du reste, pouvait passer pour un état normal. En dépit de cette situation, il fallait lever une force suffisante pour faire la conquête projetée, sans dégarnir les points importants. La loi sur la milice, qui venait de causer une guerre

civile, ne permettait pas de lever des troupes dans ce corps réduit à ses cadres.

Le général Santa-Anna arriva de Manga-de-Clavo à Mexico, au commencement du mois de novembre. Le trésor étant vide, par suite des hypothèques sur les douanes, dont les produits, engagés pour plusieurs années encore, servaient à payer des emprunts ruineux, le congrès, dans sa séance du 23 novembre 1835, permit au gouvernement un nouvel emprunt de cinq cent mille piastres, destinées aux frais de la guerre. Avec cette autorisation, Santa-Anna se rendit à S. Luis Potosi, où se trouvait un noyau d'armée qui, depuis cinq jours, n'avait reçu ni solde, ni vivres. Le général président offrit immédiatement sa garantie personnelle pour obtenir du commerce dix mille piastres, à l'effet de subvenir aux nécessités les plus urgentes. Le 15 décembre, il prit des engagements onéreux pour l'État, avec D. Joaquin Errazu, mais qui pouvaient devenir désastreux, s'il eût attendu plus longtemps. Par ce contrat, M. Errazu, s'engageait à fournir au quartier général deux cent mille piastres en argent et deux cent mille en traites, à la condition qu'on lui remettrait : 1° Le total de l'emprunt forcé des départements de S. Luis Potosi, Zacatecas, Guanajuato et Guadalajara ; 2° le subside de guerre des mêmes départements, et deux autres conventions douanières, non moins onéreuses. Santa-Anna dut subir ces rudes conditions par lesquelles il perdait cent mille piastres sur la somme accordée par le congrès. Le gouvernement les approuva le 31 décembre, mais le congrès ne fut pas de son avis. La décision du congrès suscita mille embarras au général. Il n'en organisa pas moins un corps de six mille hommes, une batterie de vingt pièces avec le matériel nécessaire, l'approvisionnement, les vivres et les transports.

Il fallait agir promptement, car il y avait quatre cents lieues à franchir pour arriver à San Antonio de Bejar, avant la saison des pluies ; puis les ressources de cette petite armée étaient si minimes et si précaires, qu'il fallait terminer

la campagne avant qu'elles fussent épuisées. San Antonio de Bejar était l'objectif du général en chef, cette ville devant lui servir de base d'opérations. Les Texiens ne se doutaient pas le moins du monde de son approche ; de sorte qu'il arriva le 23 février 1836, aux portes de la ville sans avoir tiré un coup de fusil. La première colonne était mal commandée et se composait en grande partie de recrues ; elle s'empara néanmoins de San-Antonio, malgré la résistance des Texiens qui se réfugièrent au fort de l'Alamo, situé sur une colline derrière la ville.

Voulant éviter l'effusion de sang, Santa-Anna envoya le colonel Almonte, — depuis général, — proposer aux Texiens de se rendre ; il leur promettait la vie sauve, à la condition de ne plus se battre contre le Mexique. Les Texiens refusèrent, et l'assaut fut donné dans la matinée du 5 mars. Les Mexicains furent encore vainqueurs. Cette victoire leur coûta soixante et dix hommes tués et trois cents blessés. La prise de l'Alamo jeta la consternation parmi les Texiens qui, dès lors, fuirent constamment devant les troupes mexicaines qui les poursuivaient.

Aussitôt après la prise de San-Antonio, Santa-Anna divisa son corps d'armée en trois colonnes. La première, forte de treize cents hommes, sous les ordres du général D. José Urrea, partit de suite pour opérer à droite, dans le sud, du côté de Coliad et du Copano. La seconde, forte de quatorze cents hommes et commandée par le général Ramirez y Sesma, se dirigea à gauche du côté de San-Felipe d'Austin. La troisième, au centre, sous les ordres du général D. José Andrade, devait combiner ses mouvements avec les deux autres colonnes. Le général en second, D. Vicente Filisola, restait à San-Antonio avec les cavaliers démontés, quelques fantassins, les dépôts et les malades. Le lieutenant-colonel D. Pedro Ampudia commandait l'arrière-garde et suivait l'armée, à deux journées de marche. Pour quiconque connaît le Texas et la nature de l'insurrection texienne, ce plan de campagne paraîtra parfaitement conçu ; habilement exé-